

LE SANDJAK DE NOVI PAZAR
Un foyer de tensions en Europe du Sud-Est
Jean Arnault Dérens et Laurent Geslin

La Doc. française | *Le Courrier des pays de l'Est*

2006/6 - no 1058
pages 78 à 93

ISSN 0590-0239

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2006-6-page-78.htm>

Pour citer cet article :

Dérens Jean Arnault et Geslin Laurent, « Le Sandjak de Novi Pazar » Un foyer de tensions en Europe du Sud-Est, *Le Courrier des pays de l'Est*, 2006/6 no 1058, p. 78-93.

Distribution électronique Cairn.info pour La Doc. française.

© La Doc. française. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Jean-Arnault Dérens*,
Laurent Geslin**

* Département de recherche de l'École supérieure de gestion (Paris), rédacteur en chef du Courrier des Balkans ** Rédacteur en chef-adjoint.
Manuscrit clos en novembre 2006

Le Sandjak de Novi Pazar

Un foyer de tensions en Europe du Sud-Est

Le Sandjak existe-il ? Comme souvent dans les Balkans, une telle question peut déchaîner les passions. Partagé entre la Serbie et le Monténégro depuis 1913, le Sandjak de Novi Pazar n'a plus aucune réalité administrative. Les Serbes, pour leur part, préfèrent souvent parler de la Raska, berceau de la dynastie médiévale des Nemanjici⁽¹⁾ dont le territoire coïncidait à peu près avec celui du Sandjak.

Région de montagnes et de plateaux, le Sandjak est un lieu de passage, un seuil aisément franchissable, qui a longtemps joué un rôle central dans les échanges trans-balkaniques. Aujourd'hui, l'identité de la région repose avant tout sur la composition ethno-confessionnelle de sa population : 60 % de ses 550 000 habitants sont musulmans. Depuis l'éclatement de la Yougoslavie, la communauté musulmane du Sandjak a du mal à redéfinir son identité. Dans un contexte de crise économique et sociale prolongée, cette incertitude identitaire offre un terreau facile au développement de formes radicales de l'islam, qui sont surtout présentes dans la partie serbe de ce territoire. Le Sandjak serait-il donc un maillon de la « dorsale verte » de l'islam, stigmatisée par certains auteurs, qui courrait de la Bosnie-et-Herzégovine au Kosovo ?

Il existe un « paradoxe du Sandjak » : même aux moments les plus durs de la guerre de Bosnie-et-Herzégovine ou

lors des frappes de l'Otan sur la République fédérale de Yougoslavie en 1999, le Sandjak n'a jamais connu d'affrontements intercommunautaires ouverts. Les arrangements politico-mafieux ont toujours su prendre le pas sur les crispations identitaires.

Depuis le 21 mai 2006, le Monténégro est indépendant, ce qui a officialisé une séparation territoriale apparue inéluctable dès la création, en février 2003, de l'Union Serbie-et-Monténégro. Existe-t-il toujours une unité, une identité du Sandjak ? La région demeure-t-elle un carrefour, ou, au contraire, est-elle devenue une sorte de bout du monde, un espace situé aux marges de deux républiques aux destins désormais séparés ?

Des populations ballottées par l'histoire

L'émergence de l'identité spécifique du Sandjak de Novi Pazar doit beaucoup au hasard. Tout d'abord, il est utile de préciser que le terme « sandjak » désignait une circonscription administrative ottomane. Après la Crise d'Orient de 1876-1878 et l'expansion territoriale des deux principautés de Serbie et du Monténégro, le Congrès de Berlin (1878) décida de maintenir sous la tutelle ottomane le sandjak de Novi Pazar, afin d'éviter que les deux États slaves indépendants ne partagent une frontière commune.

A l'issue du Congrès de Berlin, le Sandjak⁽²⁾ réunissait des territoires qui n'avaient pas toujours été au sein de la même entité administrative : ainsi la ville monténégrine de Pljevlja a-t-elle longtemps appartenu au sandjak d'Herzégovine. De même, la commune de Plav, isolée au pied des Montagnes maudites (*Prokletije*), rattachée au Monténégro en 1878, dépendait auparavant du sandjak de Shkodër (ville au nord de l'Albanie). Patchwork ethnique, Plav compte une majorité de Slaves musulmans, ainsi qu'environ 20 % d'Albanais de confession musulmane et catholique et 10 % de Serbes et de Monténégrins orthodoxes. La position géographique ainsi que la situation ethnique et politique de la commune justifient son incorporation à l'actuel Sandjak de Novi Pazar.

Alors que la Bosnie-Herzégovine tombait dans l'escarcelle des Habsbourg, des troupes austro-hongroises furent déployées dans le Sandjak jusqu'en 1908. Elles se retirèrent quand le protectorat viennois sur la Bosnie déboucha sur l'annexion de cette dernière. Le Sandjak devint alors «terre de personne», formellement ottoman, mais en réalité contrôlé par des beys locaux⁽³⁾. Il fut partagé entre la Serbie et le Monténégro à l'issue des guerres balkaniques de 1912-1913 et intégré au nouveau royaume de Yougoslavie en 1918.

Le Sandjak était devenu une zone refuge pour les populations musulmanes des Balkans, fréquemment victimes de persécutions. Pourtant, ce territoire correspond pour une large part à celui de la Raska, bastion de la dynastie médiévale serbe des Nemanjici. On y trouve d'ailleurs quelques-uns des plus beaux monastères serbes orthodoxes, comme ceux de Mileseva, de Sopocani ou de Djurdjevi Stupovi, et cette région mérite, tout autant que le Kosovo, la réputation de «berceau» de la Serbie⁽⁴⁾.

Durant la Seconde Guerre mondiale, les montagnes du Sandjak furent une zone assez active de résistance où, comme dans bien d'autres régions, s'opposèrent les partisans communistes du maréchal Tito et les tchetniks⁽⁵⁾ serbes. En 1943-1944, un Comité anti-fasciste de libération nationale⁽⁶⁾ du Sandjak fut créé, ce qui aurait pu déboucher sur l'octroi à cette région, dans le cadre de la nouvelle Fédération des républiques socialistes de Yougoslavie, du statut de république fédérée ou, à défaut, de celui de province. Futur dissident, Milovan Djilas, qui participa, à l'époque, en tant que vice-président du Conseil des ministres yougoslave, à la définition des frontières entre les entités fédérées, ne retint pourtant pas cette option, et le Sandjak, dépourvu de toute existence administrative, fut à nouveau partagé entre les républiques fédérées de Serbie et du Monténégro, la frontière épousant le même tracé qu'en 1912.

Les guerres du XX^e siècle ont modifié la répartition de la population du Sandjak. Les Slaves musulmans sont aujourd'hui concentrés dans l'est du territoire, plus isolé. Ainsi, jouxtant le Kosovo, deux communes sont presque entièrement musulmanes : Tutin, côté serbe, et Rozaje, côté monténégrin. De même, le pourcentage de musulmans est supérieur à 95 % dans la commune serbe de Sjenica, et proche de 85 % à Novi Pazar. Par contre, les nationalistes serbes, héritiers des tchetniks, ont poursuivi une politique délibérée visant à «nettoyer» de toute présence musulmane l'ouest du Sandjak et la vallée de la Drina, située en Bosnie⁽⁷⁾. Ainsi, dans les communes de Priboj ou de Nova Varos, côté serbe, on ne trouve presque plus de musulmans, et à Pljevlja, côté monténégrin, on ne dénombrait plus que 16 % de Slaves musulmans lors du recensement de 2004. Par contre, musulmans et orthodoxes sont en nombre sensiblement égal à Prijepolje en Serbie,

et à Bijelo Polje au Monténégro. Dans la commune monténégrine de Berane, la balance penche nettement en faveur des orthodoxes (70 %, contre 30 % pour les musulmans). Les Slaves orthodoxes

se définissent le plus souvent comme Serbes aussi bien en Serbie qu'au Monténégro, mais revendiquent parfois la seule identité monténégrine dans cette république.

Le Sandjak



Si la population de la région se partage entre orthodoxes et musulmans, la définition de l'identité nationale est bien moins claire que celle de l'identité confessionnelle. A l'époque de la Yougoslavie socialiste, trois peuples bien distincts cohabitaient dans le Sandjak : les habitants de tradition orthodoxe de la partie serbe du Sandjak étaient des Serbes, ceux de la partie monténégrine des Monténégrins ; quant aux Slaves musulmans, ils se sont déclarés Musulmans, au sens national du terme, dès lors que la nation musulmane fut reconnue (en 1969) comme l'un des «peuples constitutifs» de la République fédérée de Bosnie-Herzégovine et de la République socialiste fédérative de Yougoslavie. En 1992,

avec l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, les Musulmans ne pouvaient pas conserver ce statut dans la nouvelle Fédération yougoslave, qui ne regroupait plus que deux républiques, la Serbie et le Monténégro, et deux peuples, les Serbes et les Monténégrins, ainsi que des minorités nationales... Les Slaves musulmans du Sandjak durent donc se résigner à être classés dans cette dernière catégorie, mais sous quel nom ? Deux ethnonymes furent en concurrence et le demeurent : celui de Musulmans, au sens national, héritage de l'ancienne Yougoslavie, ou celui de Bosniaques, à l'instar de leurs co-nationaux/coreligionnaires de Bosnie-et-Herzégovine⁽⁸⁾.

Les Slaves musulmans du Sandjak monténégrin, beaucoup mieux intégrés socialement que ceux de Serbie, ont longtemps rejeté l'appellation de Bosniaques, au profit de celle de Musulmans, voire de Monténégrins musulmans... Il y a quelques années, on pouvait même entendre à Rozaje ou à Plav des réflexions telles que : «Nous sommes des Musulmans, pas des Bosniaques, les Bosniaques, ce sont des intégristes», le radicalisme politique des courants bosniaques/musulmans du Sandjak serbe étant associé, sans que cela soit vraiment justifié, à une forme d'extrémisme religieux.

Les différentes communautés ethno-confessionnelles du Sandjak cohabitent depuis des siècles, mais sans guère se mêler. Il est tout à fait illusoire de parler de multiethnicité, quand chaque village est mono-ethnique, et qu'il en est de même dans la plupart des quartiers des villes grandes et moyennes.

Le Sandjak : un carrefour ?

Plusieurs routes caravanières traversent depuis des siècles le Sandjak. La principale d'entre elles relie Sarajevo à Novi Pazar, *via* Visegrad, Priboj et le plateau de Pester (côté serbe). Elle se poursuit ensuite en direction de Mitrovica, de Pristina (Kosovo), de Skopje (Macédoine) et d'Istanbul. A ce tronçon principal se raccordent différentes bifurcations. Une route descend directement vers le sud depuis Pljevlja, pour rejoindre Niksic (Monténégro), Trebinje (Bosnie-et-Herzégovine) et Dubrovnik (Croatie). Un axe très important est aussi celui qui part de Shkodër (Albanie) pour franchir les Montagnes maudites, atteignant Gusinje et Plav avant de bifurquer directement sur Pec (Kosovo) par le col du Cakor ou de rejoindre Novi Pazar⁽⁹⁾.

Cette situation de carrefour explique, pour une large part, la physionomie spécifique du Sandjak et de ses villes. Novi Pazar est, depuis sa création par les Turcs au XVI^e siècle, une ville essentiellement vouée au commerce⁽¹⁰⁾, mais d'autres localités avaient aussi une telle fonction, comme Gusinje, redevenu un gros village endormi dépendant de la commune de Plav depuis que les caravanes ne le traversent plus et que les Montagnes maudites sont devenues presque infranchissables entre le Monténégro et l'Albanie.

Le XX^e siècle a sérieusement remis en cause la vocation de corridor du Sandjak, alors que la région est toujours dépourvue de voies de communication modernes. Elle est certes traversée par la voie ferrée reliant Belgrade à Bar (Monténégro) et par la route Belgrade-Podgorica (Monténégro), un axe majeur, surtout depuis 1992, date à laquelle la Fédération yougoslave s'est trouvée réduite aux seules républiques de Serbie et du Monténégro. Cependant, cette route, toujours encombrée, ne répond que de manière fort insatisfaisante aux besoins d'échanges entre la Serbie et le Monténégro.

La transformation de la République fédérale de Yougoslavie en Union de Serbie-et-Monténégro, en février 2003, a eu des conséquences importantes sur cette frontière. Le Monténégro a en effet introduit la TVA et établi un régime douanier différent de celui de la Serbie, ce qui a nécessité la mise en place de procédures spécifiques à la frontière entre les deux républiques. Dès le printemps 2004, anticipant son indépendance, qui sera formellement actée deux ans plus tard, le Monténégro a commencé à installer de véritables postes-frontières sur les principaux axes, c'est-à-dire sur les routes Rozaje-Novı Pazar ; Bijelo Polje-Prijepolje ; Pljevlja-Prijepolje. Pour sa part, la Serbie a estimé que des unités mobiles

de police suffiraient, de sorte qu'à l'été 2006, quand la séparation entre les deux républiques est devenue effective, les frontières offraient toujours un contraste net entre les points de passage monténégrins et serbes. Ceci étant, à l'été 2006, certains transporteurs estimaient que désormais les choses «allaient mieux», puisque, selon eux, les Monténégrins faisaient «moins de zèle» qu'avant la proclamation officielle de l'indépendance !

Les adversaires de l'indépendance au Monténégro avaient mené campagne sur le thème des effets néfastes d'un renforcement des contrôles frontaliers sur la vie quotidienne de tout un chacun. Pour l'instant, ceux-ci ne se sont pas fait sentir, une carte d'identité suffisant pour passer d'une république à l'autre. A Pljevlja, quelques dizaines de particuliers et d'entrepreneurs ont néanmoins décidé de se domicilier en Serbie. Ce cas a été très médiatisé, mais il s'agit de personnes dont l'essentiel des actifs se trouvaient en Serbie et qui ne voulaient pas donc pas être considérés comme des «étrangers» dans ce pays. Ces ressortissants monténégrins qui sollicitent aujourd'hui la nationalité serbe, possèdent des entreprises en Serbie tout en conservant leur maison au Monténégro. Certains regagneraient même leur domicile, dans leur «ancien pays», chaque soir.

Si l'axe Nord-Sud vertèbre le Sandjak, il n'existe pas de route directe Est-Ouest. Cette région reste pourtant un passage obligé pour se rendre de Pristina à Sarajevo mais, après Novi Pazar, seule une petite route serpente sur le plateau, somptueux et désertique, de Pester, et aucune liaison ferroviaire ne relie les deux villes.

Le développement d'axes de circulation Est-Ouest contribuerait pourtant au désenclavement de deux régions particulièrement vulnérables : la Bosnie

orientale et le nord du Kosovo. La vallée de la Drina et toute la Bosnie orientale, ensemble qui comprend à la fois le canton de Gorazde, enclave de la Fédération croato-bosniaque, entièrement tributaire de l'aide de Sarajevo, et des communes appartenant à la Republika Srpska, comme Visegrad ou Foca, ont été très marquées par la guerre de 1992-1995 et sont toujours sinistrées économiquement. De son côté, le nord du Kosovo est la partie de la province peuplée essentiellement par la minorité serbe. Quel que soit le statut finalement attribué au Kosovo⁽¹¹⁾, il y a tout lieu de penser que cette petite région restera serbe, qu'elle jouisse d'une large autonomie au sein d'un Kosovo indépendant ou qu'elle soit rattachée à la Serbie. Bien que ses relations économiques avec le reste du Kosovo – à dominante albanaise – ne soient pas inexistantes (les trafics illicites, comme toujours en de pareilles situations, ont été les premiers à se développer), les habitants restent tournés vers la Serbie où ils se rendent fréquemment pour des raisons professionnelles, pour s'y faire soigner, y suivre un cursus universitaire, etc.

La «dorsale verte» évoquée par certains auteurs⁽¹²⁾, aurait besoin de routes en bon état pour ne pas être qu'un mythe : ainsi, Gorazde et Novi Pazar ne sont pas les deux relais sur la «voie d'une islamisation», comme certains le prétendent, pour la simple raison que la circulation entre les deux villes est difficile et donc limitée. Pour que le Sandjak se développe, il faudrait d'abord qu'il retrouve sa vocation de lieu de passage, ce qui implique à la fois la mise en place d'un processus d'intégration régionale dans les Balkans et l'installation de nouvelles infrastructures. Ainsi, il faut actuellement plusieurs heures de route pour rejoindre depuis Novi Pazar les aéroports les plus proches de Pristina, de Podgorica ou de Sarajevo.

Certains projets existent, comme celui d'une route entre Podgorica et Plav, qui traverserait l'Albanie, épousant l'itinéraire suivi autrefois par les caravanes. La capitale monténégrine ne serait plus ainsi qu'à 70 kilomètres de Plav, alors qu'il faut aujourd'hui parcourir plus de 250 kilomètres pour se rendre d'une ville à l'autre. Le Monténégro envisage également de rendre accessible l'aérodrome militaire de Berane au trafic civil, mais celui-ci ne pourra se développer que s'il parvient à s'imposer, au niveau régional, comme nouvelle desserte plus commode pour les habitants du Sandjak serbe, mais aussi pour ceux du nord (serbe) du Kosovo.

● Lieu de rendez-vous des mafias

Le Sandjak détient depuis longtemps la triste réputation d'être un carrefour de la criminalité. Novi Pazar aurait en quelque sorte un statut de ville en terrain neutre, où les mafieux serbes, monténégrins, bosniaques et albanais viendraient faire affaire. Les liens traditionnels des milieux commerçants de Novi Pazar avec la Turquie ouvrent encore d'autres portes. Le trait est assurément forcé, et renvoie à toutes sortes de stéréotypes.

Vu de Belgrade, l'image négative de la ville laisse naturellement supposer d'étroites connexions avec les réseaux mafieux bosniaques et albanais, mais en Bosnie aussi, le Sandjak a mauvaise presse et ses habitants sont facilement stigmatisés, voire parfois considérés comme des criminels, des nationalistes, ou encore des traditionalistes enclins à l'islamisme. Ces clichés s'expliquent par la présence d'une importante communauté *sandzaklija* en Bosnie, dont certains membres appartiennent effectivement aux réseaux criminels installés dans ce pays, tandis que d'autres ont exercé et exercent toujours une influence majeure au sein de l'aile dure du Parti

de l'action démocratique (SDA), qui représente les intérêts d'une fraction de la communauté bosniaque.

Sur le terrain, la réalité est plus contrastée. Certains «hommes d'affaires» enrichis de Novi Pazar détiennent une position clé dans l'acheminement de la drogue : ils se portent garants de cargaisons en transit entre la Turquie et l'Europe occidentale. Cette activité dont le seul risque est financier, met en lumière quelle peut être la carrure de certains barons de la drogue de Novi Pazar ; s'ajoute au problème du trafic de la drogue celui, plus récent mais tout aussi considérable, de l'explosion de la consommation locale de stupéfiants.

Le Sandjak joue aussi un rôle important dans le trafic et la traite des êtres humains. La position géographique de la région y concourt, les réseaux de prostitution s'étant développés avec l'émergence d'importants marchés au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine, ce qui n'est pas sans liens avec la présence, depuis déjà quelques années, de nombreux étrangers dans ces pays. Une ville comme Rozaje, au Monténégro, jouxtant le Kosovo, constitue, de ce fait, un relais incontournable pour toutes ces filières⁽¹³⁾.

Le trafic des migrants clandestins n'a pris son essor que lorsque l'aéroport de Pristina, au Kosovo, est devenu une porte d'entrée importante en Europe pour les clandestins asiatiques, car on ne leur y demande pas un visa. Toutes ces activités reposent sur des réseaux multiethniques ou, du moins, supposent une étroite collaboration entre les milieux criminels serbes, bosniaques et albanais.

● Une industrie textile sinistrée

L'industrie textile de Novi Pazar, florissante au milieu des années 1990, n'est plus, aujourd'hui, que l'ombre

d'elle-même. «Il ne reste plus que deux cents entreprises, dont 80 dans la chaussure, alors qu'il y a quelques années, on en comptait quatre fois plus», déplore Enes Krlic, président de l'Union du textile de Novi Pazar et directeur de la firme Casaba Clothing Factory. «A l'époque des sanctions, tout le monde faisait de la contrefaçon, nous exportions vers le Kosovo, le Monténégro, la Bulgarie et la Grèce», continue-t-il, «mais, depuis, les prix se sont effondrés et nous devons faire face à l'invasion des produits chinois ou pakistanais».

Paradoxalement, les sanctions et l'embargo imposés à la Serbie par la communauté internationale (1992-2000) ont fait la fortune des entrepreneurs bosniaques de Novi Pazar. La chute de Slobodan Milosevic, la levée des sanctions et l'ouverture des marchés ont en effet entraîné le déclin de l'industrie textile de la région, car les salaires et les coûts de fabrication ne permettent plus de concurrencer la production chinoise. «A Novi Pazar, les employés sont payés entre 130 et 400 euros, et le coût de production d'un jean se situe entre 8 et 12 euros, quand un produit chinois ne coûte que 7 euros. Beaucoup d'entreprises ont dû fermer», poursuit notre interlocuteur.

Désormais, l'heure n'est plus à la contrefaçon à Novi Pazar, mais à celle des marques déposées qui tentent, très difficilement, de pénétrer le marché européen. «Nous produisons de petites séries pour nous adapter aux goûts des consommateurs», précise le fils d'Enes Krlic, directeur d'un magasin de la firme familiale à Belgrade, ajoutant : «nous pouvons être réactifs en deux jours aux évolutions du marché, alors que les Chinois mettront deux mois».

Les entrepreneurs espèrent dynamiser le secteur grâce à la privatisation du combinat textile Raska, à l'abandon depuis plusieurs années. Sa réouver-

ture et sa modernisation permettraient de produire de la toile denim au lieu de l'importer de Turquie ou du Maghreb, et d'abaisser ainsi sensiblement les coûts. Mais les investisseurs potentiels ne se bousculent pas.

La situation économique de Novi Pazar demeure catastrophique. Les taux d'intérêt prohibitifs que pratiquent les banques (de 6 à 30 %) dissuadent les entrepreneurs privés d'effectuer les investissements indispensables pour combler l'écart technologique qui continue de se creuser avec l'Occident. Le marasme économique et l'absence d'aides de l'Etat font que sur les 4 500 jeunes sortant chaque année des écoles de Novi Pazar, la plupart se retrouvent au chômage.

L'arc des tensions balkaniques

Le Sandjak relie, d'Est en Ouest, deux des principales zones en crise dans les Balkans. A l'Est, il touche la partie nord du Kosovo, dont le sort demeure incertain. A l'Ouest, il jouxte la région de la Drina, en Bosnie-Herzégovine, qui a été victime d'un féroce nettoyage ethnique dès le printemps 1992 et où les retours de réfugiés sont toujours limités et problématiques. Le canton de Gorazde, enclave de la Fédération croato-bosniaque au sein de la Republika Srpska, est fréquemment associé au Sandjak et c'est d'ailleurs dans cette ville bosniaque qu'ont eu lieu les derniers en date des Jeux sportifs du Sandjak, en juillet 2006.

Ce rôle de «pont» entre les théâtres des deux principales guerres des années quatre-vingt-dix a valu au Sandjak d'accueillir un très grand nombre de réfugiés : bosniaques, puis serbes de Bosnie-Herzégovine, albanais, puis serbes et roms du Kosovo. Souvent, ces réfugiés n'ont fait que traverser

cette région, mais celle-ci a néanmoins fortement ressenti les contrecoups des guerres.

● Le Sandjak et la guerre de Bosnie-Herzégovine

«Les évènements de la Bukovica ? Non, je ne me rappelle pas, j'étais trop jeune. Vous savez, ici comme ailleurs, les gens partent des montagnes en raison de la misère». Comme beaucoup de gens à Pljevlja, petite commune à l'extrême nord-ouest du Monténégro, Dragisa Sakic, responsable local du Parti démocratique des socialistes (DPS, la formation de l'ex-Premier ministre Milo Djukanovic), préfère ne pas se rappeler les crimes commis par l'armée fédérale et la police monténégrine durant la guerre de Bosnie dans la région voisine de la Bukovica.

Petit paradis montagnard, la Bukovica est un saillant monténégrin enkysté en territoire bosniaque, composé d'une trentaine de villages où, à l'époque yougoslave, orthodoxes et musulmans vivaient, côte à côte, de l'agriculture et de l'élevage. Jusqu'en 1992, les habitants de la région se rendaient moins souvent à Pljevlja qu'à Cajnice, un gros bourg situé sur le versant bosniaque de la montagne, aujourd'hui en Republika Srpska. Jamais, la frontière entre les deux républiques n'avait été perceptible avant que la guerre n'éclate en Bosnie.

Malgré la neutralité affichée par le gouvernement monténégrin face à la guerre en Bosnie-et-Herzégovine, Pljevlja s'impose, dès le début des hostilités, comme le principal bastion du Parti radical serbe (SRS) au Monténégro, mais aussi comme la base arrière de nombreuses unités paramilitaires se battant dans la république voisine. Miliciens et réservistes de l'armée yougoslave multiplient alors les provocations dans cette partie du Sandjak, agressant les commerçants musulmans

et dynamitant leurs boutiques. Rapidement, la police monténégrine s'installe à Kovacevici, chef-lieu de la Bukovica, officiellement pour empêcher les infiltrations de combattants bosniaques au Monténégro. Les violences et les exactions se multiplient, entraînant le départ de la majorité des familles musulmanes vers Sarajevo, Gorazde ou Pljevlja.

Plus de quinze ans après, dépourvues de tout soutien et de toute aide financière, les 350 personnes expulsées en 1992-1993 ont peu de chances de revenir, un jour, chez elles. En effet, les autorités du Monténégro continuent de nier que le moindre épisode de nettoyage ethnique se soit produit sur le territoire de leur république.

Un premier pas vient cependant d'être franchi : trente familles ont déposé au printemps 2006 une plainte auprès de la justice monténégrine. On ne sait pas encore si celle-ci sera recevable et si une action judiciaire pourra être engagée mais, grâce au Fonds pour le droit humanitaire de Belgrade, des avocats assistent désormais ces familles. «Il est dans l'intérêt du Monténégro que le nettoyage ethnique de la Bukovica soit enfin reconnu pour ce qu'il a été, que ses auteurs soient jugés et que les victimes soient dédommagées», déclare Sabina Talovic, militante féministe de Pljevlja qui se bat pour que les exactions de la Bukovica soient enfin soumises à la justice.

Les évènements de la Bukovica représentent un cas unique de nettoyage ethnique au Monténégro, mais des faits similaires se sont déroulés dans la commune serbe limitrophe de Priboj⁽¹⁴⁾. Par ailleurs, l'accueil des réfugiés bosniaques au Monténégro fut loin de répondre aux normes internationales. A partir de l'été 1992, la police monténégrine organisa même de véritables rafles, expulsant ces réfugiés, voire les remettant aux autorités serbes de

Bosnie-Herzégovine. Beaucoup furent alors assassinés⁽¹⁵⁾.

A cette époque, le Monténégro, dirigé par le tandem Momir Bulatovic, président de la République et Milo Djukanovic, Premier ministre, était strictement aligné sur la politique de Slobodan Milosevic et n'était pas encore parvenu à l'idée que les populations musulmanes devaient être intégrées dans un projet politique faisant fi du facteur ethnique.

● Le Sandjak et la guerre du Kosovo

Quelques années seulement après les tragiques événements de la Bukovica, les dirigeants monténégrins adoptèrent une attitude totalement différente à l'égard des combats qui embrasèrent le Kosovo à partir du printemps 1998⁽¹⁶⁾. Milo Djukanovic, élu président de la République en octobre 1997, avait rompu avec Slobodan Milosevic, prenant le contrôle du Parti démocratique des socialistes (DPS) dont il avait réussi à écarter Momir Bulatovic, battu à l'élection présidentielle de l'automne 1997 et au scrutin législatif de mai 1998. Ce «nouveau Monténégro» courtisait l'Occident, commençant à rêver de souveraineté accrue, voire d'indépendance.

Dès les premiers affrontements entre les combattants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) et les forces de sécurité serbes et yougoslaves, la ville monténégrine de Rozaje est apparue comme une des principales destinations des civils chassés par la guerre et comme une plaque tournante hautement stratégique pour les guérilleros albanais. Dès l'été 1998, on estime que près de 20 000 civils albanais du Kosovo avaient trouvé refuge au Monténégro⁽¹⁷⁾. Certains d'entre eux ont gagné directement la commune de Plav, en franchissant le col du Cakor, mais la plupart

sont arrivés à Rozaje, d'où ils ont souvent poursuivi leur voyage vers Tuzi (à une dizaine de kilomètres au sud-est de Podgorica) ou vers la commune majoritairement albanaise d'Ulcinj, sur le littoral monténégrin.

Par la suite, Rozaje a toujours eu un rôle de plaque tournante pour les mouvements d'exode. A la fin du mois de mars 1999, quelques jours après le début des bombardements aériens de l'Otan, des dizaines de milliers d'habitants de la ville de Pec (Pejë), au Kosovo, se ruèrent vers Rozaje. Ce flot humain qui empruntait la route du col de Kula ou des sentiers de montagne, ne s'est jamais tari jusqu'à la fin des bombardements. Au total, en trois mois, ce sont près de 80 000 réfugiés albanais du Kosovo qui sont passés par la ville de Rozaje, où les autorités locales, secondées par l'Etat monténégrin et quelques rares ONG internationales⁽¹⁸⁾, avaient installé d'immenses camps de fortune. Le gouvernement monténégrin et le Haut commissariat des Nations unies aux réfugiés (UNHCR) tentèrent de «désengorger» Rozaje en dirigeant les réfugiés vers le sud du pays tant pour des raisons logistiques et humanitaires que de sécurité.

Rozaje était, en effet, également une base arrière pour l'UCK : des combattants ont transité par cette ville ainsi que des armes ou de la nourriture destinées à la guérilla. En mai 1999, défaits par les forces serbes, beaucoup de ses membres se sont repliés sur Rozaje, pour rejoindre ensuite le maquis ouvert dans les montagnes du nord de l'Albanie : les autorités de Podgorica ont tout fait pour faciliter ce transfert, bien préférable, selon elles, au regroupement des combattants albanais dans le nord du Monténégro.

Quelques semaines plus tôt, le 18 avril, une colonne de réfugiés escortée par des guérilleros de l'UCK s'était trouvée

face à des unités de l'armée yougoslave. Ces dernières avaient ouvert le feu, tuant six civils. Cet épisode avait fait craindre le pire. La ville de Rozaje était, en effet, sous le contrôle de la police monténégrine mais entourée par l'armée yougoslave, tandis que Podgorica était en conflit ouvert avec le régime de Belgrade⁽¹⁹⁾. Alors que la Serbie comme le Monténégro étaient bombardés par l'Otan, un autre conflit opposant le Monténégro à l'armée fédérale, présente sur son territoire, mais n'obéissant qu'à Belgrade, menaçait d'éclater. Et les réfugiés kosovars, ainsi que les populations civiles bosniaques du Sandjak monténégrin risquaient d'en être les premières victimes.

Le gouvernement monténégrin choisit alors de dépêcher à Rozaje les unités d'élite de la police et même de distribuer en masse des armes aux civils bosniaques de la ville. Il craignait sans doute que le nord du pays ne sombre dans des affrontements à l'issue périlleuse, susceptibles d'entraîner la perte de contrôle de cette région. Il voulait, en outre, faire la démonstration de son engagement anti-Milosevic en assurant la sécurité des réfugiés albanais du Kosovo.

En juin 1999, ce fut au tour des Serbes et des Roms, chassés du Kosovo, notamment de la région de Pec, de transiter par Rozaje. La police monténégrine fouilla tous les convois de réfugiés, saisissant les armes. La crainte était que ces derniers ne soient tentés de se venger des Albanais ou des Bosniaques du nord du Monténégro, faisant à nouveau basculer la région dans la violence.

Cinq à six années à peine séparent les événements de la Bukovica de ceux de Rozaje, face auxquels les mêmes dirigeants monténégrins ont adopté des attitudes radicalement opposées. Il est vrai qu'entre temps, Milo Djukanovic avait rompu avec le régime de Slobodan Milosevic pour se rapprocher de

l'Occident, cultivant à des fins électorales le soutien des minorités nationales du Monténégro. Ce revirement politique n'explique cependant pas tout, puisque le retour dans leurs foyers était toujours interdit aux Bosniaques de la Bukovica quand le gouvernement se faisait le protecteur de ceux de Rozaje. Des constantes géopolitiques doivent aussi être évoquées. Le gouvernement monténégrin de Milo Djukanovic a fait des Bosniaques/Musulmans ses alliés et ses obligés dans l'est du Sandjak, de Bijelo Polje à Plav, en passant par Rozaje et Berane, tandis qu'à Pljevlja, il courtisait d'anciens tchetniks ralliés par opportunisme au projet monténégrin, mais qui n'en continuaient pas moins à caresser ce vieux dessein consistant à «nettoyer» de toute présence musulmane les zones frontalières de la Bosnie-et-Herzégovine.

L'utilisation politique du Sandjak

Dans ses alliances tactiques, Milo Djukanovic a toujours excellé dans l'art de jouer avec différents paramètres ethno-politiques. Mais les dirigeants de Belgrade ne sont pas en reste : région périphérique reculée, le Sandjak est aussi, depuis longtemps, le terrain d'étranges «expérimentations» politiques.

En 1992, les nationalistes de l'antenne locale du Parti de l'action démocratique (SDA) d'Alija Izetbegovic, alors au pouvoir en Bosnie-et-Herzégovine, organisèrent un référendum clandestin d'autodétermination du Sandjak, sur le modèle de celui qui s'était tenu en octobre 1991 dans la communauté albanaise du Kosovo. Cette consultation n'eut lieu que dans la partie serbe de la région. Le résultat fut sans surprise : seuls les Musulmans prirent part au vote, et ils se prononcèrent à une écrasante majorité pour le droit à l'autodétermination de la région.

Dirigé par un chirurgien dentiste, le docteur Sulejman Ugljanin, le SDA se fit alors le chantre d'une affirmation nationale des Musulmans du Sandjak, en revendiquant l'ethnonyme de Bosniaques. Se positionnant sur la ligne des courants les plus radicaux du parti d'A. Izetbegovic, le SDA et le Conseil national bosniaque du Sandjak (BNVS), organisme social et culturel créé à l'initiative de ce parti, réclamèrent que soit reconnue l'existence d'une langue bosniaque, différente du serbe ou du «serbo-croate».

En 1993, le SDA rédigeait un Mémoire pour l'établissement d'un statut spécial du Sandjak, évoquant la possibilité d'un retour aux frontières d'avant 1912, qui sera réactualisé en 1999⁽²⁰⁾. Peu après le référendum clandestin de 1992, S. Ugljanin avait dû s'exiler ; il ne revint au pays qu'à l'automne 1996, quand le SDA emporta la municipalité de Novi Pazar. A l'issue de ces élections municipales, les dirigeants yougoslaves contestèrent les succès de l'opposition dans toutes les grandes villes de Serbie, sauf à Novi Pazar. En fait, un jeu trouble semble avoir réuni le dirigeant bosniaque et le régime nationaliste de Belgrade, le radicalisme verbal de S. Ugljanin masquant un blocage total de la situation sur le terrain, qui faisait certainement le jeu de Belgrade.

Depuis dix ans, une bataille politique féroce oppose S. Ugljanin à Rasim Ljajic, qui a commencé, lui aussi, sa carrière dans les rangs du SDA, avant d'en devenir le principal dissident et de constituer sa propre formation, le Parti démocratique du Sandjak (SDP). Rasim Ljajic, qui a toujours cherché à faire alliance avec l'opposition démocratique serbe, a été nommé ministre fédéral des Minorités et des Droits de l'homme après la chute du régime de Slobodan Milosevic, en 2000. Avec la dissolution de l'Union de Serbie-et-Monténégro en juin 2006, il perdit son portefeuille ministériel, mais demeure président du

Comité serbe de coopération avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de La Haye.

Aujourd'hui, l'influence du SDA et du BNVS se limite toujours à la partie serbe du Sandjak. Le SDA de Sulejman Ugljanin a conclu une surprenante alliance avec le Premier ministre serbe, Vojislav Kostunica, nationaliste «modéré». Lors des élections législatives du 28 décembre 2003 dans la République de Serbie, deux députés du SDA avaient été élus sur la liste du Parti démocratique (DS), la formation de feu Zoran Djindjic, qui passa dans l'opposition après ce scrutin. Un an plus tard, les deux élus changèrent de camp et rallièrent le Parti démocratique de Serbie de Vojislav Kostunica. Ce revirement s'explique par plusieurs raisons. Le soutien du gouvernement serbe est précieux pour le SDA étant donné la lutte sans relâche qu'il mène contre le SDP de Rasim Ljajic, ce dernier ayant pris le contrôle des communes de Sjenica et de Prijepolje et le concurrençant même dans son fief de Novi Pazar. Par ailleurs, le BNVS, sans modifier en quoi que ce soit ses structures, ni s'ouvrir à d'autres courants, est devenu le «Conseil national de la minorité bosniaque», reconnu par le gouvernement de Belgrade⁽²¹⁾. Il a notamment en charge l'organisation de l'enseignement en «langue bosniaque avec des éléments de culture nationale», qui est désormais dispensé (de manière facultative) dans les écoles du Sandjak serbe. Sur fond de violente polémique, en Serbie, au sujet de la reconnaissance de cette «langue bosniaque»⁽²²⁾, le Conseil a édité des manuels scolaires, qui présentent une version traditionaliste et religieuse de l'identité bosniaque⁽²³⁾.

Les avantages que le SDA tire de son alliance avec Belgrade sont donc évidents, tandis que le Premier ministre serbe, V. Kostunica poursuit probablement, de son côté, plusieurs objectifs. Certes, le ralliement des deux élus du

SDA a sauvé son gouvernement à un moment critique, à l'automne 2004, mais en se rapprochant de ce parti, il cherchait surtout à marginaliser Rasim Ljajic, «allié naturel» du DS et des adversaires politiques de Vojislav Kostunica. La stratégie de Sulejman Ugljanin, exclusivement axée sur les enjeux régionaux, contribue aussi à tenir à l'écart les Bosniaques/Musulmans du Sandjak, dissuadés de s'investir activement dans la vie politique nationale de la Serbie. Le modèle de gestion clientéliste de l'électorat bosniaque/musulman que promeut le SDA, assorti d'un discours volontiers radical, conduit aussi à une marginalisation de la question nationale du Sandjak, tout en permettant aux tabloïds serbes de titrer régulièrement sur la «menace extrémiste» qui grandirait à Novi Pazar.

Il est vrai que depuis deux ans, toutes les élections dans le Sandjak de Novi Pazar sont ponctuées de violences : tirs d'armes automatiques, jets de grenades contre les sièges des partis politiques... Celles-ci ont atteint leur comble lors du scrutin municipal du 10 septembre 2006. Un candidat de la liste de Sulejman Ugljanin, Ruzdija Durovic, a été tué aux abords d'un bureau de vote⁽²⁴⁾. Les auteurs de ce crime, qui n'a entraîné ni l'interruption, ni l'annulation des élections, n'avaient pas encore été identifiés deux mois plus tard. Le SDA a choisi de donner un caractère public aux obsèques de Ruzdija Durovic. La *dzenaza*, la prière des morts, a été prononcée par un iman inconnu dans la ville, sur le parking central de Novi Pazar. Cette cérémonie fut très vivement condamnée par le mufti du Sandjak, Muamer Zukorlic, qui se range désormais ouvertement dans le camp des opposants à S. Ugljanin⁽²⁵⁾.

La situation est bien différente dans la partie monténégrine du Sandjak. Lors du référendum du 21 mai 2006 sur l'indépendance, le Premier ministre serbe

a tenté d'utiliser le SDA et le BNVS pour mener une campagne en faveur du «non» parmi les Bosniaques/Musulmans du Monténégro, mais en vain, car les alliés de S. Ugljanin, dans le sud du Sandjak, ont une faible audience. Ainsi, la perspective d'une division du Sandjak n'a pas fait recette et n'a pas conduit les Bosniaques/Musulmans du Monténégro à voter contre l'indépendance. En effet, ces derniers se sentent bien mieux intégrés que leurs homologues de la partie serbe du Sandjak. A partir de 1996, Milo Djukanovic, alors Premier ministre du Monténégro, a pris ses distances avec Belgrade et le régime de Slobodan Milosevic. Son discours «souverainiste» s'est accompagné d'une exaltation du caractère multiethnique de la société monténégrine. Les Slaves musulmans et les Albanais de cette petite république ont été courtisés et ont contribué, au moins durant plusieurs années, aux succès électoraux de M. Djukanovic.

En réalité, ce dernier a conclu avec les communautés minoritaires une sorte de «pacte impérial» qui, à l'instar du système de gouvernance mis en place par l'Empire ottoman ou par le pouvoir titiste, repose sur l'équation «protection contre allégeance politique». Ainsi, Milo Djukanovic a promis aux musulmans du Sandjak, traumatisés par les guerres de Bosnie et du Kosovo, que jamais ils ne seront victimes d'une guerre civile au Monténégro. Accessoirement, il a laissé les minorités nationales se livrer en toute liberté aux trafics les plus divers. Le succès de cette «intégration» de la communauté musulmane du Monténégro est tel que les partis «ethniques» ou «ethnico-religieux» n'ont toujours réalisé que de faibles scores électoraux.

En 1998, alors que S. Ugljanin s'apprêtait à réactualiser son Mémoire sur le Sandjak, des intellectuels musulmans du Monténégro élaborèrent un autre

document : le Programme pour l'affirmation nationale des Musulmans au Monténégro⁽²⁶⁾. Ce document réussit le tour de force de ne pas employer une seule fois le terme «Sandjak», dans son évocation de la longue histoire des Musulmans du Monténégro. Il milite donc pour la reconnaissance d'une nation musulmane (et non «bosniaque») à l'intérieur de cette république, mais sans référence à l'entité territoriale du Sandjak.

La situation est cependant en train de changer. Le dernier recensement, organisé au Monténégro à l'automne 2003, a révélé le séisme identitaire auquel se trouvait confrontée la petite république⁽²⁷⁾. Ainsi, de 1991 à 2003, la proportion de Serbes dans la population totale a explosé, passant de 10 à 30 % des 650 000 habitants du Monténégro : en effet, dans le recensement, la déclaration de nationalité étant facultative, les membres des partis de l'opposition pro-serbe ont milité pour qu'elle soit remplie par le plus grand nombre de personnes possible, cherchant ainsi à transformer le recensement en référendum contre l'indépendance du Monténégro... Dans le même temps, près de la moitié des 17 % de Musulmans recensés en 1991 se déclarent désormais Bosniaques. Le ralliement à cette identité «exogène» est un signe fort de l'essoufflement du «système Djukanovic». Néanmoins, les Bosniaques/Musulmans ont massivement voté en faveur de l'indépendance du Monténégro, lors du référendum du 21 mai. Rozaje a même obtenu la palme de la commune la plus «monténégriniste» de tout le pays, avec 91 % de voix pour le «oui».

● Les risques d'une radicalisation de l'islam

A Novi Pazar, plus de 85 % de la population est musulmane ; si la majorité pratique un islam modéré, depuis quelques années, des courants radicaux

font surface. «Depuis peu de temps, les groupes wahhabites sont devenus violents. Ils attaquent les jeunes filles qui ne sont pas voilées et détruisent les bancs des parcs pour empêcher les amoureux de se retrouver», constate amèrement Sead Biberovic, directeur de l'association citoyenne Urbanin. «Il y a quelques mois, une dizaine d'hommes barbus ont fait irruption dans la salle où un groupe de Belgrade donnait un concert et ont brisé les instruments des musiciens sous les yeux des forces de l'ordre», poursuit-il, «les policiers ont déclaré plus tard ne pas vouloir s'en prendre à des croyants»⁽²⁸⁾.

A quelques mètres seulement des modestes locaux de l'association Urbanin, se dresse l'imposant complexe abritant le *mesihat* (conseil) de la communauté islamique et la *medresa* (école coranique) de Novi Pazar. Le mufti du Sandjak, Muamer Zukorlic, condamne fermement les mouvements extrémistes. «Le wahhabisme est un microphénomène, il ne touche pas plus de 200 personnes. Ces extrémistes se retrouvent dans les grandes mosquées, mais nous ne les connaissons pas», assure-t-il. Quatre ans plus tôt, dans une interview au journal *Danas*, le mufti affirmait pourtant que les wahhabites n'étaient «qu'un petit groupe de 20 à 50 personnes, sans importance».

M. Zukorlic cumule les fonctions de mufti du Sandjak, de président de la communauté islamique du Sandjak et de recteur de l'université privée de Novi Pazar, qu'il a créée en 2003, avec des fonds d'origine inconnue. Et bien que son emploi du temps soit très chargé, il n'hésite pas à intervenir dans la sphère politique lorsque cela lui apparaît nécessaire. Ainsi, lors de la privatisation de la société de commerce Uniprom en juillet 2006, le mufti s'est violemment opposé à la vente d'un des bâtiments de la firme, situé en plein centre ville et construit sur les fondations de la mosquée Isa-Beg (Isa-Beg

Isakovic est le fondateur de Novi Pazar). Il avait prévu que toute vente serait «considérée comme un acte d'hostilité direct contre l'islam, les musulmans et la communauté islamique» et les imams ont été incités à prêcher sur ce thème dans toutes les mosquées. En août, tous les repreneurs potentiels avaient renoncé à cette opération, puisque, comme le reconnaît le mufti, «personne n'a intérêt à se fâcher avec la communauté islamique».

Le mufti Zukorlic est arrivé à Novi Pazar en 1993, à un moment où la communauté islamique de Bosnie-Herzégovine connaissait un important développement de ses infrastructures administratives et scolaires, y compris dans le Sandjak, avec l'ouverture de sept nouvelles *medrese* à Tuzla, Mostar, Cazin, Travnik, Visoko, Zagreb et Novi Pazar et la nomination de six muftis régionaux (Sarajevo, Mostar, Tuzla, Banja Luka, Travnik et Novi Pazar)⁽²⁹⁾. Il s'est engagé à faire disparaître toute trace de pratique déviante de l'islam, notamment celles des derviches soufis d'inspiration chiite. Dans l'indifférence totale des administrations publiques chargées de la protection du patrimoine, des *turbe* (mausolée) et des *teke* (couvent) de derviches disparaissent chaque année de la région, tandis que se multiplient les mosquées «rénovées» selon les standards esthétiques en vogue dans le golfe Persique, qui proscrivent notamment les fresques et les motifs figuratifs, caractéristiques de l'islam ottoman des Balkans.

Si les courants extrémistes restent minoritaires, ils sont l'illustration d'un profond malaise social. A Novi Pazar, il y a très peu d'emplois mais beaucoup de drogue. La consommation de stupéfiants a explosé ces dernières années profitant de l'indifférence, sinon de la complicité des services de police. Dans cette ville de 100 000 habitants, de 3 000 à 7 000 personnes consomment régulièrement de l'héroïne

importée pure de Turquie, puis coupée sur place avec de la paraffine⁽³⁰⁾. «Les jeunes toxicomanes déçus sont devenus une proie facile pour les extrémistes qui s'installent ici», souligne S. Biberovic, qui reconnaît d'anciens toxicomanes parmi les nouveaux zélotes islamistes se donnant rendez-vous, tous les jours, près de la mosquée dite arabe (ainsi dénommée de très longue date), dans le centre de la ville.

C'est dans cette mosquée que de violents affrontements ont éclaté entre sympathisants wahhabites et partisans d'un islam modéré, le 3 novembre 2006. Dans un premier temps, les intégristes auraient molesté l'imam et le muezzin, provoquant une échauffourée à l'intérieur de la mosquée, à l'heure de la grande prière du vendredi. Quelques heures plus tard, des wahhabites ont attaqué le véhicule d'un membre du *mesihat* de la communauté islamique, Izet Fijuljanin. Celui-ci a alors ouvert le feu, blessant sérieusement trois de ses agresseurs⁽³¹⁾. Cet incident semble montrer qu'un conflit est désormais ouvertement engagé entre le mufti Zukorlic et des éléments wahhabites incontrôlés.

Pour financer la *medresa* et l'université privée dont il a la charge, M. Zukorlic assure pouvoir compter sur les dons des «300 000 croyants du Sandjak». Pourtant, de l'autre côté de la frontière, au Monténégro, Jakub Durgut, le président de la communauté islamique de Pljevlja déclare n'avoir «aucune relation avec le mufti de Novi Pazar». En effet, au Monténégro, les fidèles dépendent du *reis ul-ulema* (chef de la communauté des croyants) de Podgorica qui a autorité sur tous les musulmans, slaves et albanais, de la petite république, alors que le *mesihat* de Novi Pazar est placé sous l'autorité formelle du *reis ul-ulema* de Bosnie-et-Herzégovine. Cette «nationalisation» de l'islam, intervenue après la dislocation de la communauté islamique de Yougoslavie

en 1994, fortement aidée par les autorités monténégrines, fut assez largement couronnée de succès. Reste à savoir, si, dans les prochaines années, le mufti Zukorlic parviendra à étendre son influence du côté du Monténégro, ou si, au contraire, l'indépendance du pays divisera durablement les destinées des musulmans du Sandjak.

Les mythes de la « dorsale verte » et d'un Sandjak « corridor islamiste » reliant la Bosnie au Kosovo n'ont guère de réalité, mais le mufti Zukorlic œuvre pour le long terme, convaincu que seul l'islam peut répondre aux questionnements identitaires des Bosniaques/Musulmans et, par conséquent, refonder l'unité du Sandjak.



L'identité du Sandjak existe-t-elle ? Tandis que Podgorica cherche et, dans une certaine mesure, réussit à intégrer le « nord du Monténégro », Belgrade délaisse cette partie du « sud de la Serbie ». Pour sa part, le mufti Zukorlic croit à l'existence du Sandjak, qu'il

perçoit exclusivement comme une terre musulmane pouvant servir d'axe central à une « réislamisation » à l'échelle régionale.

Le Sandjak pourrait-il donc se réduire à une résurgence historique ou devenir la terre de mission d'un islam rigoriste ? Il existe pourtant bien une manière d'être du Sandjak, un accent, un *habitus* immédiatement identifiable. A défaut de correspondre à une réalité politique, le Sandjak peut-il trouver une place, malgré tout, dans une région en recomposition ?

Il peut assurément jouer un rôle spécifique dans ces Balkans engagés dans la double voie de l'intégration européenne et de l'intégration régionale, qui suppose un assouplissement des contrôles aux frontières et une intensification des échanges de toute nature, permettant également de désenclaver le canton de Gorazde, à l'est de la Bosnie et le nord serbe du Kosovo. S'il redevenait le carrefour qu'il fut par le passé, le Sandjak pourrait ainsi renouer avec sa propre histoire.

Notes :

(1) Dans l'historiographie serbe, les Nemanjici sont des bâtisseurs d'églises et de monastères orthodoxes. Leur nom vient de celui de Stefan Nemanja, haut dignitaire religieux, père de Saint Sava (1175-1235) considéré par les Serbes comme à l'origine de leur conversion à l'orthodoxie. Voir <http://www.srpska-mreza.com/bookstore/kosovo>.

(2) On peut donc considérer que c'est à partir de ce moment-là que disparaît le sandjak, circonscription administrative ottomane, le terme avec une majuscule désignant désormais une région bien distincte.

(3) Lire Harun Crnovrsanin et Nuro Sadikovic, *Sandjak. Porobljena zemlja*, Neu Isenburg, 2001.

(4) Les monastères de Sopocani et de Djurdjevi Stubovi dépendent de l'évêché de Prizren et de Raska, dont relève également la plus grande partie du Kosovo.

(5) Royalistes serbes dirigés par Draza Mihailovic en 1941-1945, considérés comme collaborateurs par les titistes.

(6) Les comités anti-fascistes de libération nationale se sont transformés, après la Seconde Guerre mondiale, en organes de direction des entités fédérées de la Yougoslavie socialiste.

(7) Sur les crimes commis durant la guerre dans la région de Pljevlja, lire Radomir Matovic, *Kazna za zlocin*, Podgorica, 2004.

(8) Officiellement, en Bosnie-et-Herzégovine, le terme de Musulman, au sens national, a été remplacé par celui de Bosniaque. Il faut distinguer entre les *Bosnjaci*, c'est-à-dire les Bosniaques musulmans, et les Bosanci, c'est-à-dire tous les citoyens de Bosnie : *Bosnjaci*, Serbes et Croates. La distinction *Bosanac/Bosnjak* (au pluriel *Bosanci/Bosnjaci*) existe en anglais, avec le couple *Bosnian/Bosniac*. En français, le néologisme Bosnien a parfois été proposé pour traduire *Bosanac*.

- (9) Lire Midhat Samic, *Les voyageurs français en Bosnie-Herzégovine à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e et le pays tel qu'ils l'ont vu*, Paris, Didier, 1960, 278 p.
- (10) Lire Muradija Kahrovic, *Novi Pazar u vaktu i zemanu*, Novi Pazar, 2003, 312 p.
- (11) Alors que l'envoyé spécial de l'Onu pour le Kosovo, le Finlandais Mahtii Ahtisaari, devait présenter une proposition pour le règlement de ce statut en décembre 2006, il est probable que celui-ci n'aura lieu qu'après les élections législatives anticipées serbes, en janvier 2007.
- (12) Voir en particulier Alexis Troude, *Géopolitique de la Serbie*, Ellipses, Paris, 2006, 288 p., et Alexandre Del Valle, *Guerres contre l'Europe*, Edition des Syrtes, Paris, 2000, 432 p.
- (13) Lire Jelena Bjelica, *Prostitution : l'esclavage des filles de l'Est*, traduit par Persa Aligrudic et Jasna Tatar, Paris, Le Courrier des Balkans/Éditions Paris-Méditerranée, 2005, 185 p.
- (14) Sur l'affaire de la Bukovica, lire *Sandzak dossier : Pljevija i Priboj*, Novi Pazar, Sandzacki odbor za zastitu ljudskih prava i sloboda, 1996, et *Bukovica*, Fond za humanitarno pravo, Belgrade, 2003.
- (15) Lire Seki Radoncic, *Kobna Sloboda. Deportacija bosanskih izbjeglica iz Crne Gore*, Fond za humanitarno pravo, Belgrade, 2005.
- (16) Voir Jean-Arnault Dérens, *Kosovo année zéro*, Paris-Méditerranée, Paris, 2006, 380 p.
- (17) Lire Gordana Borovic, «Le Monténégro croule sous le poids des réfugiés», *Monitor, Le Courrier des Balkans* pour la traduction, 28 août 1998, <http://balkans.courriers.info/article/186.html>.
- (18) Ces ONG étaient beaucoup plus nombreuses en Macédoine ou en Albanie, puisque le Monténégro faisait toujours partie de la République fédérale de Yougoslavie et, à ce titre, était lui aussi bombardé par les avions de l'Otan.
- (19) Lire «Monténégro : qui bloque l'enquête sur le massacre de Rozaje ?», *Monitor, Le Courrier des Balkans* pour la traduction, 8 mai 1999, <http://balkans.courriers.info/article3346.html>.
- (20) *Platforma za rjesenje statusa Sandjaka i statusa Bosnjaka u SRJ*, Novi Pazar, Bosnjacko nacionalno vijece Sandzaka, 1999.
- (21) Le BNVS édite désormais une somptueuse revue, *Bosnjacka Rijec*, dont le premier numéro est sorti au printemps 2006.
- (22) Lire Sladjana Novosel, «Double langage dans le Sandjak de Novi Pazar : sabahajrula ou bonjour ?», *Hapi/Korak, Le Courrier des Balkans* pour la traduction, 20 mai 2005, et la défense de la «langue bosniaque» rédigée par le député Esad Djudjevic, également président du BNVS, *Bosanski jezik, ili pravo na identitet*, Tutin, Centar za bosnjacke studije, 2005.
- (23) Alija Dzogovic, Hodo Katal, *Bosanski Jezik sa elementima nacionalne kulture. Narodna tradicija*, Novi Pazar, 2004 et 2005.
- (24) Lire Sladjana Novosel, «Sandjak de Novi Pazar, meurtre au bureau de vote», *Le Courrier des Balkans*, 12 septembre 2006, <http://www.balkans.eu.org/article7000.html>.
- (25) Le désaccord entre les deux hommes s'est encore illustré au sujet de la nouvelle Constitution serbe adoptée par référendum le 29 octobre 2006. Alors que la Liste pour le Sandjak conduite par S. Ugljanin a voté pour le nouveau texte constitutionnel, le Conseil de la communauté islamique (*mesihat*) a vivement condamné la marginalisation des Bosniaques/Musulmans lors de l'élaboration de ce texte qui ne fait aucune mention de la question du statut du Sandjak.
- (26) *Programme nacionalne afirmacije Muslimana u Crnoj Gori*, Podgorica, Matica muslimanska, 1998.
- (27) Lire Amaël Cattaruzza, «Recensement : les enjeux pour le Monténégro», *Le Courrier des Balkans*, <http://www.balkans.eu.org/article3796.html>.
- (28) Entretien réalisé par l'auteur en juillet 2006.
- (29) Lire Xavier Bougarel et Nathalie Clayer (sous la dir.), *Le nouvel islam balkanique. Les musulmans, acteurs du post-communisme 1990-2000*, Maisonneuve et Larose, Paris, 2001, p. 118.
- (30) Amela Bajrovic, «Sandjak : la toxicomanie explose, la police regarde», *IWPR, Le Courrier des Balkans* pour la traduction, 25 août 2005, <http://www.balkans.eu.org/article5723.html>.
- (31) Lire S. Bakracevic, «Novi Pazar : sanglante fusillade à la mosquée», *Politika, Le Courrier des Balkans* pour la traduction, 5 novembre 2006, <http://www.balkans.eu.org/article7247.html>.